

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 20 août 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "précisant les critères de luxe et les conditions de confort applicables aux véhicules affectés à l'exploitation d'un service de location de voitures avec chauffeur", a donné le 22 août 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantie-kamer, op 20 augustus 1996 door de Minister Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende bepaling van de luxe-criteria en de eisen qua comfort waaraan de voertuigen, ingezet voor de exploitatie van een verhuurdienst van voertuigen met chauffeur, moeten voldoen", heeft op 22 augustus 1996 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'espèce, l'auteur du projet fait valoir ce qui suit :

"Vu la nécessité de pouvoir au plus tôt prendre les arrêtés d'exécution de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative au service de taxis et au service de location de voitures avec chauffeur, il y a lieu de définir les critères de luxe et les conditions de confort applicables aux véhicules affectés à l'exploitation d'un service de location de voiture avec chauffeur (art. 17.1, § 1^o).

Ces critères doivent être précisés dans les meilleurs délais afin de permettre au service de transport rémunéré de personnes d'assurer un meilleur service aux usagers".

Le Conseil d'Etat constate que le texte qui précède ne peut tenir lieu de la motivation requise.

*

*

*

OBSERVATION PREALABLE.

L'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, ordonnance dont l'article 17 constitue le

.../...

fondement légal de l'arrêté en projet, fait l'objet de plusieurs recours en annulation partielle devant la Cour d'arbitrage. Dans l'un de ces recours, est demandée l'annulation de l'article 17 de l'ordonnance.

C'est sous la réserve de l'issue desdits recours que l'arrêté en projet est examiné.

En outre, quand un litige est en cours, il est d'usage que la section de législation du Conseil d'Etat s'abstienne de formuler des observations qui la conduiraient nécessairement à prendre position sur les questions posées devant la juridiction saisie du litige et, par suite, à préjuger de l'issue de celui-ci. C'est en tenant compte de cet usage qu'il est procédé à l'examen de l'arrêté en projet.

Il convient d'ajouter qu'en donnant son avis sur l'arrêté en projet, le Conseil d'Etat ne peut être considéré comme reconnaissant, fût-ce implicitement, la validité des dispositions attaquées de l'ordonnance du 27 avril 1995, et en particulier de l'article 17. En prenant en considération cette ordonnance, le Conseil d'Etat se borne à constater que celle-ci fait partie de l'ordonnancement juridique existant, sans préjuger de l'issue des recours introduits devant la Cour d'arbitrage.

.../...

EXAMEN DU PROJET.OBSERVATION GENERALE.

Il résulte de l'article 2, alinéa 1er, 2^o, de l'ordonnance du 27 avril 1995 que les services de location de voitures avec chauffeur peuvent être assurés au moyen de trois types de véhicules : les voitures, les voitures mixtes et les minibus (1).

Le présent arrêté en projet ne tient pas compte de l'hypothèse où les véhicules utilisés seraient des voitures mixtes. Il appartiendra éventuellement à l'auteur du projet de compléter celui-ci si cette exclusion résultait d'une omission involontaire.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.Proposant.

En vertu l'article 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993, les

(1) Manifestement, comme tel est le cas pour les services de taxis (voir l'article 2, alinéa 1er, 1^o, a, de l'ordonnance), le législateur entend ces notions au sens de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

secrétaires d'Etat ne font pas partie du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Ils ne sont donc pas habilités à proposer, à signer, à co-proposer ou à co-signer des projets d'arrêtés du Gouvernement de cette Région.

La mention du Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre Président doit être omise du proposant.

Cette observation vaut également en ce qui concerne la signature de l'arrêté en projet.

Article 2.

1. Les paragraphes doivent être divisés en 1^o, 2^o, etc., puis subdivisés en a), b), etc., la subdivision en tirets pouvant être de nature à créer des difficultés lorsqu'il s'agit de mentionner l'une de ces divisions.

La même observation vaut pour l'article 3 du projet.

2. Au paragraphe 1er, 6^o, et au paragraphe 2, 6^o, le texte doit préciser les éléments à prendre en considération pour procéder à l'indexation du montant visé. La même observation vaut pour l'article 3, 5^o.

3. Au paragraphe 3, alinéa 2, le texte doit préciser qui désigne les membres de la commission et

.../...

déterminer les principales règles de fonctionnement de celle-ci.

4. Au paragraphe 3, alinéa 2, il ne convient pas, dans un texte réglementaire, de mentionner un service administratif par un sigle. Il y a donc lieu de remplacer les mots "Service A4 de l'A.E.D." par la dénomination de ce service.

Article 3.

Selon l'article 17, § 1er, alinéa 1er, 6°, de l'ordonnance du 27 avril 1995, pour tous les services de location de voitures avec chauffeur, "le contrat de location ne peut porter que sur le véhicule et non sur des places dans le véhicule". Il n'y a pas lieu de rappeler cette règle dans l'arrêté en projet, surtout en la limitant à l'hypothèse où le véhicule est un minibus.

En conséquence, le 7° doit être omis.

Article 5.

Selon l'article 17, § 1er, alinéa 1er, 2°, de l'ordonnance du 27 avril 1995, il appartient au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de déterminer les modalités du "contrôle périodique" des véhicules.

.../...

L'article 5, alinéa 1er, du projet confond des conditions liées à l'état intrinsèque du véhicule et les conditions liées à son occupation. Il y a lieu de distinguer ces deux types de conditions.

Par ailleurs, en faisant état, d'une part, d'un "contrôle régulier" et, d'autre part, de l'éventualité de soumettre les véhicules à un "contrôle annuel", l'article en projet est en défaut d'exécuter complètement l'article 17, § 1er, de l'ordonnance précitée.

L'article 5 doit être complètement revu.

Article 7.

En vertu de l'article 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée, c'est le membre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale auquel est adjoint le secrétaire d'Etat régional qui fixe les compétences de ce dernier. L'arrêté en projet ne peut donc attribuer directement des compétences au secrétaire d'Etat régional.

Il convient de revoir l'article 7 en ce sens.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval voert de steller van het ontwerp aan hetgeen volgt :

"Vu la nécessité de pouvoir au plus tôt prendre les arrêtés d'exécution de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative au service de taxis et au service de location de voitures avec chauffeur, il y a lieu de définir les critères de luxe et les conditions de confort applicables aux véhicules affectés à l'exploitation d'un service de location de voiture avec chauffeur (art. 17.1, § 1^o).

Ces critères doivent être précisés dans les meilleurs délais afin de permettre au service de transport rémunéré de personnes d'assurer un meilleur service aux usagers".

De Raad van State stelt vast dat de bovenstaande tekst niet kan dienen als de vereiste motivering.

*

* *

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Tegen de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, waarvan artikel 17 de rechtsgrond

.../...

vormt voor het ontworpen besluit, zijn verschillende beroepen tot gedeeltelijke nietigverklaring ingesteld bij het arbitragehof. In één van die beroepen wordt verzocht om de nietigverklaring van artikel 17 van de ordonnantie.

Het ontworpen besluit wordt onderzocht onder voorbehoud van de uitspraak over die beroepen.

Bovendien is het gebruikelijk dat wanneer een geschil nog niet beslecht is, de afdeling wetgeving van de Raad van State zich ervan onthoudt opmerkingen te formuleren waardoor zij verplicht zou worden stelling te nemen in kwesties die opgeworpen worden bij het rechtscollege waarbij het geschil aanhangig is en bijgevolg vooruit te lopen op het gevolg dat daaraan wordt gegeven. Het ontworpen besluit wordt onderzocht, rekening houdend met dat gebruik.

Er behoort voorts gesteld te worden dat men er niet vanuit mag gaan dat de Raad van State, door zijn advies te geven over het ontworpen besluit, zij het impliciet, de geldigheid erkent van de bestreden bepalingen van de ordonnantie van 27 april 1995, en in het bijzonder van artikel 17. Door rekening te houden met die ordonnantie bepaalt de Raad van State zich ertoe vast te stellen dat zij deel uitmaakt van de bestaande rechtsordening, zonder vooruit te willen lopen op de uitspraak over de beroepen die ingesteld zijn bij het Arbitragehof.

.../...

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.ALGEMENE OPMERKING.

Uit artikel 2, eerste lid, 2°, van de ordonnantie van 27 april 1995 blijkt dat in de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur voorzien kan worden door drie types van voertuigen : auto's, auto's voor dubbel gebruik en minibussen (1).

In het onderhavige ontworpen besluit wordt geen rekening gehouden met het geval waarin de gebruikte voertuigen auto's voor dubbel gebruik zouden zijn. De steller zal zijn ontwerp eventueel dienen aan te vullen, indien die uitsluiting het gevolg zou zijn van een onvrijwillige weglating.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.Voordrachtformulier.

Krachtens artikel 41, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instel-

(1) Het spreekt vanzelf dat, zoals dat ook het geval is voor de taxidiensten (zie artikel 2, eerste lid, 1°, a, van de ordonnantie), de wetgever die begrippen opvat zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

lingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 maken de staatssecretarissen geen deel uit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. Zij zijn dus niet gemachtigd ontwerp-besluiten van de Regering van dat Gewest voor te stellen, te ondertekenen, mede voor te stellen of mede te ondertekenen.

De vermelding van de aan de Minister Voorzitter toegevoegde staatssecretaris dient uit het voordrachtformulier weggelaten te worden.

Die opmerking geldt tevens voor het ondertekeningsformulier van het ontworpen besluit.

Artikel 2.

1. De paragrafen dienen ingedeeld te worden in 1°, 2°, enz., en verder onderverdeeld in a), b), enz., aangezien de onderverdeling met behulp van streepjes aanleiding kan geven tot moeilijkheden wanneer men naar één van die onderverdelingen wil verwijzen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 3 van het ontwerp.

2. In paragraaf 1, 6°, en in paragraaf 2, 6°, dient de tekst de elementen te preciseren waarmee rekening gehouden dient te worden teneinde het bedoelde bedrag te

.../...

kunnen indexeren. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 3, 5°.

3. In paragraaf 3, tweede lid, dient de tekst te preciseren wie de leden van de commissie aanwijst en de belangrijkste regels te bepalen voor de werking ervan.

4. In paragraaf 3, tweede lid, die een verordenende tekst is, is het niet aangewezen een bestuurlijke dienst weer te geven door middel van een letterwoord. De woorden "Dienst A4 van het B.U.V." dienen derhalve vervangen te worden door de benaming van die dienst.

Artikel 3.

Krachtens artikel 17, § 1, eerste lid, 6°, van de ordonnantie van 27 april 1995 "(slaat) het huurcontract (...)" voor alle diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur "enkel op het voertuig en niet op zitplaatsen ervan". Die regel dient niet herhaald te worden in het ontworpen besluit, vooral wanneer hij enkel betrekking heeft op het geval waarin het voertuig een minibus is.

Onderdeel 7° dient bijgevolg te vervallen.

.../...

Artikel 5.

Krachtens artikel 17, § 1, eerste lid, 2º, van de ordonnantie van 27 april 1995, komt het de Brusselse Hoofdstedelijke Regering toe om de nadere regels vast te stellen van de "periodieke schouwing" van de voertuigen.

Artikel 5, eerste lid, van het ontwerp verwacht voorwaarden die verband houden met de intrinsieke staat van het voertuig en de voorwaarden die verband houden met de bezetting ervan. Er behoort een onderscheid gemaakt te worden tussen die twee soorten voorwaarden.

Door overigens enerzijds te spreken over een "geregelde controle" en anderzijds over de mogelijkheid om de voertuigen te onderwerpen aan een "jaarlijkse controle", geeft het ontworpen artikel geen volledige uitvoering aan artikel 17, § 1, van de voormelde ordonnantie.

Artikel 5 dient volledig herzien te worden.

Artikel 7.

Krachtens artikel 41, § 2, van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989, bepaalt het lid van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waaraan gewestelijke staatssecretaris toegevoegd is de bevoegdheden van laatst-

.../...

genoemde. Het ontworpen besluit mag dus niet rechtstreeks bevoegdheden toewijzen aan de gewestelijke staatssecretaris.

Artikel 7 behoort in die zin te worden herzien.

La chambre était composée de

Messieurs J.-C. GEUS,
de Heren

C. WETTINCK,
P. HANSE,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. B. JADOT, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. X. DELGRANGE, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uit-
gebracht door de H. B. JADOT,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd op-
gesteld en toegelicht door
de H. X. DELGRANGE, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été
vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY, conseiller
d'Etat.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toe-
zicht van de H. P. LIENARDY,
staatsraad.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

J.-C. GEUS.